

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 19/04/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS**

26 rue de Molsheim  
67280 URMATT

Références : 0006700690\_2022\_12-20\_Euro TF\_VIIC rejets eaux  
Code AIOT : 0006700690

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS implanté 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 MUNSTER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'action s'inscrit dans le cadre d'un contrôle du respect des dispositions relatives à la surveillance des rejets et d'examiner l'opportunité de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral au regard de la qualité des masses d'eau dans lesquelles s'effectuent ces rejets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANUFACTURE HARTMANN - EURO TF SAS
- 14 RUE DES REMPARTS BP 66 68140 MUNSTER
- Code AIOT : 0006700690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Euro TF est spécialisée dans l'ennoblissement textile.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance des rejets eaux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 58-I et 60	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Valeurs limites	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Télédéclaration des résultats	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Conditions de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Compatibilité milieu	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 01/03/2016, article 7.5.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé sur site et l'examen des documents transmis par l'exploitant avant et après la visite d'inspection ont permis d'identifier les non-conformités suivantes pour lesquelles une proposition de mise en demeure est proposée:

- plan de réseaux incomplet,
- non-respect des conditions de prélèvement,
- absence de contrôle de recalage depuis plus de 2 ans.

Pour les constats n°3, 4 et 9, il est demandé à l'exploitant de transmettre une étude dans un délai de 6 mois permettant de vérifier les dispositions de son arrêté préfectoral du 1er mars 2016 portant prescriptions complémentaires par rapport aux articles 21-II, 22 et 60 de l'arrêté ministériel de 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté deux plans différents qui ne contiennent pas tous les éléments demandés dans la prescription ci-dessus. Par exemple, les quelques éléments schématisés ne sont pas définis (pas de désignation sur le plan).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Point de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence et accès aux points de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). [...] Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.[...]
<b>Constats :</b> La station d'épuration est située à environ 2 km du site de production. Un point de prélèvement d'échantillon est présent. Il est situé au droit du bâtiment "poste de commande". Il est facilement accessible et il est possible pour les organismes mandatés de mettre en oeuvre des équipements en vue d'effectuer les mesures décrites par la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Caractère adapté du Programme de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 58-I et 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Programme de surveillance & Fréquences de mesures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            article 58-I: Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.            La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.[...]            Article 60 : Lorsque les flux définis ci dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux.[...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place un programme d'autosurveillance selon l'article 9.2.3.1. de son arrêté préfectoral du 1er mars 2016 portant prescriptions complémentaires et réglementant les rejets aqueux (sauf pour le paramètre "couleur" pour lequel les résultats d'analyse annuelle n'ont pas été présentés).            Cependant, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatives aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ont été modifiées par l'arrêté du 24 août 2017 pour intégrer les conclusions des campagnes de recherche des substances dangereuses dans l'environnement.            Or, aucun positionnement n'a été présenté par l'exploitant concernant le programme de surveillance à mettre en place sur ses rejets à la suite de la parution de l'arrêté du 24 août 2017.</p> <p>En l'état, il apparaît que les dispositions réglementant actuellement les installations ne sont pas en adéquation stricte avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié par l'arrêté ministériel du 24 août 2017.</p>
<p><b>Observations :</b> Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées un nouveau positionnement vis-à-vis de ces dispositions réglementaires et des émissions réelles de ses installations afin, le cas échéant, d'adapter les prescriptions particulières actuellement opposables au site.</p> <p>Ainsi, il est demandé à l'exploitant de se positionner par rapport à cet arrêté susmentionné et aux émissions réelles de ses installations afin que les prescriptions particulières actuellement en vigueur soient actualisées, si nécessaire.            Dans ce cadre, il convient que l'exploitant présente des éléments dans un délai de 6 mois.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de s'appuyer sur le guide ministériel du 2 avril 2018 (Guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau) pour le positionnement demandé. Des outils sont par ailleurs mis à sa disposition sur le site internet de la DREAL Grand Est (<a href="https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html">https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html</a>).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 4 : Valeurs limites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Respect VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral d'Euro TF du 1er mars 2016 portant prescriptions complémentaires réglemente les rejets aqueux dans les eaux superficielles. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatives aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ont été modifiées par l'arrêté du 24 août 2017 pour intégrer les conclusions des campagnes de recherche des substances dangereuses dans l'environnement. Or, ces modifications n'ont pas été intégrées dans l'arrêté préfectoral d'Euro TF. L'ensemble des informations nécessaires à l'actualisation de ces prescriptions (substances susceptibles d'être présentes dans les rejets, concentration, flux) ne sont pas connues de l'Inspection à ce stade.
<b>Observations :</b> Ainsi il est demandé à l'exploitant de présenter des éléments par rapport à cet arrêté susmentionné (flux, concentrations, VLE) et aux substances susceptibles d'être présentes dans les rejets. Ces éléments sont à transmettre à M. le préfet dans un délai de 6 mois.  Il appartient à l'exploitant de s'appuyer sur le guide ministériel du 2 avril 2018 (Guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau) pour le positionnement demandé. Des outils sont par ailleurs mis à sa disposition sur le site internet de la DREAL Grand Est ( <a href="https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html">https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html</a> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 5 : Télédéclaration des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Transmission des résultats via GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p><b>Constats :</b>  Le jour de la visite, aucune télédéclaration n'avait été effectuée alors que l'article 9.3.2 de l'arrêté du 1er mars 2016 prescrit la déclaration des résultats de la surveillance des eaux superficielles sur GIDAF.  Cependant, depuis la visite, l'exploitant a récupéré ses accès et commencé à renseigner GIDAF pour la partie eaux souterraines. Ainsi, il ne sera pas proposé de mise en demeure sur ce point au vu de l'avancement de la mise en conformité de ce point de contrôle sous réserve du renseignement de GIDAF pour la partie eaux superficielles dans un délai de 30 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

## N° 6 : Recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, contrôle de recalage & Exigence accréditation et agrément
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  (..)S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.  L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'autosurveillance hebdomadaire mise en oeuvre par l'exploitant est réalisée en partie par un prestataire agréé, et en partie par l'exploitant pour la partie prélèvement, ce qui n'est pas en</p>

<p>opposition avec les éléments réglementaires opposables aux installations.</p> <p>Dans ces conditions, en matière de contrôle externe de recalage, il appartient à l'exploitant de suivre les dispositions telles que décrites ci-dessus, à savoir que les prélèvements sont réalisés sous accréditation, et les mesures analytiques sous agrément ministériel. L'obligation de contrôle de recalage tous les 2 ans s'applique donc à l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite, aucun contrôle de recalage n'a été présenté.</p> <p>Un contrôle inopiné mandaté par la DREAL en septembre 2020 peut faire office de dernier contrôle de recalage car le prélèvement a été réalisé sous accréditation et les analyses sous agrément.</p> <p>Le dernier contrôle de recalage datant de plus de 2 ans, il est demandé à l'exploitant d'en réaliser un nouveau et d'indiquer, le cas échéant, les mesures correctives mises en place pour remédier à tout écart constaté entre les résultats d'analyse d'autosurveillance et ceux du laboratoire ayant réalisé le contrôle de recalage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Réentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2016, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, est associé à une capacité de rétention.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite sur le site de la STEP, l'inspection a constaté la présence de plusieurs bidons bleus contenant des liquides.</p> <p>Pour l'un d'entre eux, l'exploitant a précisé qu'il s'agit d'un produit anti mousse.</p> <p>En l'absence de présentation de FDS (fiche de données de sécurité) de ces produits, il n'a pas été possible de statuer sur leur capacité de créer ou non une pollution.</p> <p>Il convient que l'exploitant précise et justifie, dans un délai de quinze jours, sur la base des FDS, si des réentions sont nécessaires pour l'entreposage de ces substances.</p> <p>Le cas échéant, il justifiera dans le même délai de la mise en place de réentions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



## N° 8 : Conditions de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau - conditions de rejet des eaux industrielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure.[...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite sur le site de la station d'épuration, il a été constaté que le flacon recueillant les prélèvements sur une durée de 24h n'est pas situé dans une enceinte isotherme.  A cet égard, le guide précité précise que " <i>dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, [...]</i> " et que " <i>l'un des critères possibles de sélection d'un échantillonneur est le respect des exigences de performance définies dans la norme NF EN 16479</i> " (page 14). En conséquence, les modalités de prélèvement ne sont pas conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

Le point suivant n'a pas été traité au cours du contrôle.

Toutefois, en lien avec les constats 3 et 4 du présent rapport, le constat ci-après, n°9, a été ajouté afin de traiter la thématique des rejets aqueux et leur incidence sur le milieu dans sa globalité.

## N° 9 : compatibilité milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur. [...]
<b>Constats :</b> L'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans les différents arrêtés susceptibles de réglementer le rejets des installations et que les rejets sont compatibles avec les objectifs de qualité du milieu aussi bien en période de sécheresse qu'en période normale.  Il apparaît qu'aucun texte préfectoral n'est venu modifier les prescriptions particulières en matière de rejets aqueux au regard des modifications de réglementation induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant entre autre l'arrêté ministériel du 2 février 1998.  Aucun élément complet à disposition de l'inspection des installations classées ne permet de conclure que le travail d'examen de la compatibilité des rejets avec le milieu a été réalisé par

<p>l'exploitant.</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'engager ce travail à l'éclairage des éléments qui sont demandés dans les points de contrôle précédents en matière de périmètre du programme de surveillance et des Valeurs Limite d'Émission à mettre en œuvre.</p>
<p><b>Observation :</b> L'exploitant s'appuyera, le cas échéant, sur le guide ministériel du 2 avril 2018, mentionné dans les points de constats précédents, pour le positionnement demandé. Des outils sont par ailleurs mis à sa disposition sur le site internet de la DREAL Grand Est.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suites préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>